Pour une France hospitalière et fraternelle

Pour la deuxième fois en moins d'un an Macron veut imposer le thème de l'immigration, à six mois des élections municipales, pour relancer son duo avec l'extrême droite et détourner du débat sur sa politique de régression sociale.

Dans les faits l'immigration ce sont :

- des hommes, des femmes, des enfants qui fuient des conflits dans lesquels nous portons une part de responsabilité et des bombes, parfois vendues par la France ;
- des familles qui quittent des pays dont les richesses sont pillées par des sociétés, parfois françaises ;
- des réfugié.e.s jeté.e.s sur les routes par le dérèglement climatique quand l'Union européenne est parmi les trois principaux pollueurs de la planète et que la France ne respecte pas ses engagements pour le climat ;
- des travailleurs sans papier que de grandes entreprises exploitent impunément et contraignent à la clandestinité ;
- une concurrence dont sont victimes les salarié.e.s, organisée par les traités européens.

28 pays et 500 millions d'européens sont en capacité d'accueillir quelques dizaines de milliers d'êtres humains qui risquent leur vie en bateau sur la Méditerranée et qui ne représentent que 3% des migrants à travers le monde. Non, l'ennemi ne vient pas en bateau. Il vient en jet privé et se moque des frontières ! Non, la pression n'est pas migratoire, elle vient de la finance ! Les difficultés de vie de nos concitoyens ne viennent pas de l'immigration mais d'un capital avide de profits, qui ronge comme un cancer notre économie, nos emplois, nos droits.

Pour une ville hospitalière et fraternelle

A l'image de Macron, Jean-Marc Pujol fait de la question migratoire un sujet de tension et de division dans notre ville. Le Département a pour projet d'acquérir l'ancien hôtel La Cigale afin d'y accueillir 15 jeunes mineurs étrangers contraints de quitter leur pays et qui n'ont aucune famille en France. Il s'agit de les aider à intégrer des filières scolaires et professionnelles. La qualité de ce projet a été reconnue au niveau européen et fait l'objet d'un financement à hauteur de 2,8 millions d'euros. Face à cette démarche humaniste, la ville a usé de son droit de préemption pour empêcher sa réalisation.

Cette attitude est indigne de notre ville et de son histoire. S'agissant de ces jeunes migrants, prétendre que « *Perpignan en fait déjà assez* » revient à bafouer nos valeurs républicaines d'hospitalité et de fraternité. En voulant donner satisfaction à une partie de l'électorat d'extrême droite, Pujol donne des gages à l'idéologie xénophobe.

Ne laissons pas faire !

A l'appel du comité de soutien aux sans-papiers :

RASSEMBLEMENT
JEUDI 3 OCTOBRE A 18H
PLACE DE LA LOGE

PCF